

Commission géodésique  
— fédérale. —

Luzern et Neuchâtel, le 8 Novembre 1882.

REG. DEP. DES INNERN  
N<sup>o</sup> X.  
27  
Den 14. Nov. 1882.

Monsieur Schenk, Chef du Département  
de l'Intérieur  
à Berne.

Monsieur le Conseiller,

Par office du 24 Octobre dernier, vous avez bien voulu communiquer à la Commission géodésique un certain nombre de documents se rapportant à la question de l'adoption d'un premier méridien international, soulevée par le congrès de Géographie de Venise et introduite par le représentant du Gouvernement italien auprès de la Confédération, et vous nous demandez notre avis sur l'utilité de la participation de la Suisse à la nomination d'une Commission internationale, qui serait chargée de résoudre ce problème du premier méridien unique.

La Commission, après avoir traité le sujet par correspondance, a l'honneur de vous soumettre le rapport suivant :

La question, dont il s'agit, et qui a été soulevée dans différents Congrès géographiques par M<sup>r</sup> Bouthillier de Beaumont avec beaucoup de persévérance, n'est pas nouvelle; on a tenté souvent d'arriver à l'unification des longitudes et à, ce qui s'y rattache, l'introduction d'une heure universelle, sans y réussir. Cet échec s'explique par différentes raisons; d'abord l'entente sur le choix d'un premier méridien est rendue particulièrement difficile, parceque, — quoiqu'on en dise, —, d'après la nature des choses, pour les longitudes il n'existe pas, comme pour les latitudes, un point de départ naturel; tous les méridiens sont également bons et ont le même droit d'être désignés par "Zéro". En l'absence d'une base scientifique et naturelle, le choix du premier méridien est donc forcément arbitraire et par conséquent dominé par des raisons purement pratiques, conventionnelles, opportunistes. Dès lors, les intérêts réels ou imaginaires des principales puissances maritimes, qui, dans une pareille question, ont les premières voix au chapitre, se sont heurtés; l'amour-propre national s'y est mêlé; et, comme l'utilité scientifique et pratique, qui résulterait d'une unification dans ce domaine, bien que réelle et sérieuse, est loin d'avoir la même portée et la même urgence que dans d'autres domaines, où l'on a réussi à vaincre les habitudes séculaires et les jalousies nationales par l'utilité évidente d'une unification et d'une entente internationale

nationale, on a préféré, dans les principaux pays intéressés, s'en tenir à l'état actuel et d'atténuer quelques inconconvénients principaux de la multiplicité des systèmes de longitudes, par certaines dispositions plus ou moins pratiques

Toutefois, le développement extraordinaire que les relations internationales ont pris à notre époque, et le besoin très-réel & urgent qui éprouvent les Administrations des chemins-de-fer et des télégraphes d'arriver à une heure universelle pour leur service, sont venus ajouter une nouvelle force aux tendances d'unification des longitudes, qui autrefois intéressaient presque exclusivement la navigation et, jusqu'à un certain degré la science, ou plutôt l'enseignement de la géographie & la cartographie. On est donc justifié d'espérer, qu'avec ce renfort d'intérêts en cause, on réussira mieux à vaincre maintenant les obstacles et les difficultés nombreuses, à condition toutefois qu'on place la question sur son véritable terrain, essentiellement pratique, et qu'on l'aborde du bon côté.

Et sous ce rapport, tout en reconnaissant aux congrès géographiques le mérite d'avoir de nouveau pris l'initiative dans cette question, il nous semble qu'avant de songer à remettre sa solution à une Commission internationale, nommée ad hoc, il faudrait la soumettre, au point de vue scientifique, aux astronomes et géodésiens, et, au point de vue pratique, aux grandes Administrations, et, là où ils existent, aux organes internationaux de ces Administrations maritimes, postales, télégraphiques & de chemins-de-fer.

Sur le côté scientifique de la question, il conviendrait de provoquer avant tout l'avis des grands bureaux de calculs astronomiques, qui président, dans les différents pays, aux publications des almanachs astronomiques & nautiques, tels que le Bureau des Longitudes, à Paris pour la "Connaissance des Temps", l'Amirauté Anglaise pour le "Nautical Almanac", le "Astronomische Jahrbuch" à Berlin, le "Nautical Almanac" à Washington. Ensuite, il faudrait renvoyer la question au préavis de l'Association géodésique internationale, (Europäische Gradmessung), qui a le plus contribué à étendre les mesures télégraphiques de longitude, en lui demandant de la soumettre à la prochaine Conférence générale, qui aura lieu en Octobre 1883, probablement à Rome.

D'un autre côté, il serait utile de nantir les bureaux internationaux de l'Union Postale & des Administrations télégraphiques, de la question importante de l'heure universelle, cette même question, qui est connexe avec celle du premier méridien, serait avec avantage discutée aussi dans les conférences inter-

nationales

nationales des chemins de fer.

Ce n'est qu'après avoir provoqué & obtenu le préavis de toutes ces autorités administratives & scientifiques sur la question elle-même, et après s'être assuré que la plupart d'entre elles recommandaient le projet de renvoyer l'unification des longitudes et de l'heure à une Commission internationale spéciale, que l'intervention d'une telle Commission nous semble indiquée pour réaliser une entente sur le choix d'un premier méridien, et préparer une base de convention pour les Gouvernements intéressés.

Nous croyons devoir ajouter que la réussite d'une telle entreprise nous semble dépendre avant tout de la possibilité de gagner pour elle l'adhésion de l'Angleterre; aussi longtemps que cette puissance maritime, qui, à elle seule, représente la bonne moitié du Commerce maritime, et dont l'empire s'étend sur toutes les parties du monde, s'abstient, tous les efforts qu'on ferait pour une unification des longitudes, seraient condamnés à rester à peu près stériles. Or, à juger d'après l'attitude que le Gouvernement anglais a maintenue jusqu'à présent dans cette question, on ne peut espérer qu'il y prêterait les mains, qu'à condition qu'il entrevoie une probabilité en faveur du choix du méridien de Greenwich. Il faudrait donc, tout au moins, se garder soigneusement de vouloir préjuger la question en faveur d'un premier méridien soit disant neutre; la proposition de M. Bouthillier de Beaumont, de choisir pour premier méridien celui passant par le détroit de Behring, non seulement nous semble avoir aucune chance d'être adoptée, mais même être sujette à des objections scientifiques majeures; car la première, pour ne pas dire la seule condition que la science doit poser, c'est que le méridien choisi soit exactement & sûrement défini, ce qui n'est guère possible que lorsqu'il passe par un des grands observatoires astronomiques, situé de façon à ce qu'il offre des communications faciles avec le reste du monde, soit par les cables & les lignes télégraphiques, soit par le transport des chronomètres.

Toutes ces conditions manquent à ce nouveau méridien du passage de Behring, comme également à celui de l'île de Fer; l'expérience ayant condamné ce dernier, ce serait, à notre avis, un recul, plutôt qu'un progrès, de vouloir, pour la seconde fois, commettre une pareille erreur.

Dans notre opinion, il ne peut être question que de choisir entre les méridiens de Greenwich, Paris & Washington,

et le

le premier nous semble devoir l'emporter. — Ne pourrait-on pas espérer voir la France céder en faveur du méridien de Greenwich, si elle obtenait que l'Angleterre, par réciprocité, adopte enfin obligatoirement le système métrique des poids & mesures ? Certainement une pareille combinaison satisferait la plus grande somme des intérêts de premier ordre, d'une nature scientifique aussi bien qu'économique, commerciale & industrielle.

Nous résumons de la manière suivante l'avis que nous avons l'honneur de soumettre à l'Autorité fédérale :

La Suisse n'est directement intéressée dans la question de l'unification des longitudes, que pour autant qu'il en résulterait des avantages pour les sciences, l'enseignement et la Cartographie; par contre, sa position, au centre du continent, où se rencontrent de grands réseaux de chemins de fer et de télégraphes, lui fait désirer qu'on parvienne le plus tôt possible à introduire généralement dans le service interne de ces grandes administrations des divers pays une heure universelle, à côté des heures locales ou nationales.

En conséquence, la Suisse ferait bien de s'associer aux efforts qui seront tentés pour l'unification des longitudes et l'adoption d'une heure universelle à côté des heures locales, et entre autres de se faire représenter dans une commission internationale, formée de délégués scientifiques & administratifs des Etats intéressés & chargée de préparer une entente sur le choix du premier méridien & de l'heure universelle; à condition, toutefois, que les principaux Etats et, en particulier, les grands pays voisins de la Suisse & l'Angleterre y prennent part.

Avant de convoquer une pareille Commission, il conviendrait de soumettre la question aux principales autorités scientifiques compétentes, citées dans notre rapport, entre autres à l'Association géodésique internationale, ainsi qu'aux bureaux internationaux des Postes, des Télégraphes & des chemins de fer.

La Suisse n'a aucun motif de préférence dans le choix du premier méridien; elle doit appuyer simplement celui qui a la plus grande chance d'être adopté généralement et qui, — de notre avis, — est celui de Greenwich.

Reuilley

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de notre haute  
Considération.

Au nom de la Commission géodésique fédérale,  
Le Secrétaire, Le Président,

Dr. Ad. Hirsch

Dr. Rod. Wolf